

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

- Pour la Lutte de Classe,
- Pour L'Unité Syndicale :

Les Fractions Rouges !

Le Maoïsme et la Question syndicale

Freddy Malot – octobre 1971

Éditions de l'Évidence – 2010

Sommaire

Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

La Crise Syndicale

La Situation en 1920

Le Gauchisme 1920 : Le Conseil International des Syndicats Rouges

1921 : L'Internationale Syndicale Rouge

1922 : La C.G.T.U.

Que Faire ?

Annexe : 1940

*Il y a 50 ans
naissait la
C.G.T.U.*

La crise syndicale

La période actuelle reste dominée par le souvenir des “événements de 1968”, et dès qu’il est question de la défense de nos intérêts, chaque ouvrier évoque la grande grève de mai-juin 68. Rappelons les traits saillants de cette grève :

1- Ce fut une grève **spontanée** que les centrales ouvrières n’ont jamais déclarée officiellement, mais qui fut déclenchée par les barricades des étudiants révolutionnaires. Par ce caractère spontané la grève revêtait dès l’origine non seulement l’aspect d’une révolte contre le joug du patronat et du gouvernement, mais aussi celui – au moins dans les faits – d’une protestation ouverte contre la collaboration de classes des organisations ouvrières dites “représentatives”, de la C.G.T. en premier lieu qui, chacun le sait, prit alors “le train en marche” pour saboter le mouvement, au point que celui-ci se termina aux cris de “Séguy-démission” !

2- La grève de 68 fut une grève générale **unique par son ampleur** dans notre histoire sociale. En effet près de 10 millions de travailleurs cessèrent le travail, alors qu’il y avait eu seulement 2 millions de grévistes en 1936, et 2,5 millions lors de la grande grève de l’automne 1947 (La grève générale de 1968, elle-même sans précédent, ne fut par ailleurs qu’un aspect d’un mouvement plus large qui revêtit maints traits extraordinaires – tel que les combats de rue à Paris – et même inédits, tel que la mobilisation des lycéens et collégiens).

3- La grève de 1968 se solda par un **échec complet** du point de vue de la satisfaction des revendications auxquelles aspirait la masse des travailleurs, qui s’étaient serré la ceinture pendant de longues semaines et avaient montré qu’ils étaient prêts aux plus gros sacrifices pour obtenir un réel soulagement de leur condition. Par exemple toutes les organisations syndicales inscrivent le retour aux 40 heures, obtenues en 1936, à leur programme ; si cette revendication n’est pas satisfaite lorsqu’il y a 10 millions de grévistes, quand la sera-t-elle ? D’autant qu’il ne s’agit que d’une simple aumône ! Le fait de rappeler une situation acquise il y a 35 ans mesure en effet le retard pris dans nos revendications : la demi-journée de travail ou la semaine de 30 heures pourraient seules combler ce retard aujourd’hui. L’échec de la grève entraîna naturellement un “malaise syndical” durable, un discrédit du syndicalisme en général, et des chefs ouvriers de la C.G.T. en particulier.

En définitive, le résultat essentiel de la grève de 1968 consiste dans le fait que **la masse** de la classe ouvrière fit **elle-même** l'expérience de la collaboration de classe des directions syndicales (et de la Gauche par la même occasion) ; ainsi depuis 1968 le syndicalisme est en crise, et la question du mouvement ouvrier de masse est à l'ordre du jour dans notre pays. Les accords de Grenelle (25-27 mai 68) ont dévoilé aux travailleurs l'appartenance des Séguy, Frachon, Saillant, Krasucki, Bertelot à l'aristocratie ouvrière, ils ont montré à toute la classe ouvrière que la C.G.T. était un syndicat jaune, un syndicat de fayots et de planqués. Cette expérience irréversible est d'une valeur immense pour l'avenir ; elle seule pouvait ouvrir enfin la perspective de la **reconstruction** du mouvement ouvrier sur des bases nouvelles ; en outre l'échec proprement dit de la grève a posé clairement devant tous, d'une part la question des **méthodes** de lutte, d'autre part celle du **programme** revendicatif.

Cependant, si la trahison ouverte des directions syndicales déblaie le terrain, la solution du problème syndical n'en surgit pas pour autant spontanément. La crise syndicale comporte deux aspects : d'un côté la fraction avancée de la classe ouvrière est portée à aller renforcer l'avant-garde révolutionnaire ; de l'autre, la masse désillusionnée des travailleurs a tendance à verser dans l'"antisindicalisme" et à repousser toute idée de lutte organisée. Cela signifie, non seulement que les conditions **objectives** de la formation du Parti révolutionnaire du prolétariat (Marxiste-Léniniste-Maoïste) sont entièrement réunies depuis 1968, mais aussi et surtout qu'une **nouvelle** tâche s'impose depuis cette époque au mouvement révolutionnaire : la révolutionnarisation du syndicalisme ouvrier.

Or, depuis 1968, la crise syndicale a continué de s'approfondir, et la révolte spontanée contre le syndicalisme de collaboration de classe s'est développée (séquestrations de cadres, etc.) ; cependant, aucun pas réel positif n'a été fait depuis trois ans pour résoudre la question syndicale, les militants et l'ensemble des travailleurs sont restés abandonnés à eux-mêmes, sans plan d'action ni directives. À certains égards la situation est même devenue plus confuse, par le fait de la domination du mouvement révolutionnaire par des courants gauchistes, depuis cette époque. Le gauchiste excelle à confondre l'ancienne tâche de la formation du Parti – pour laquelle nous avons plus de trois ans de retard – et la tâche actuelle de révolutionnarisation du syndicalisme ouvrier ; en prêchant un "antisindicalisme" sommaire, infantile (comme il prêchait un "antiparlementarisme" sommaire et infantile en 1920), le gauchisme prend la position exactement complémentaire de la collaboration de classe des chefs syndicaux et reste à la remorque du mouvement spontané ; inversement il nourrit le retour aux perversions "apolitiques" de l'anarcho-syndicalisme.

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Cette situation confirme ce que les événements de Mai 68 avaient déjà révélé : l'absence dramatique du parti d'avant-garde, le retard énorme pris aujourd'hui en cette matière, et l'inconsistance présente des groupe révolutionnaires, leur incapacité à répondre aux questions brûlantes de l'actualité et décisives pour la révolution prolétarienne communiste. Inversement, l'aptitude des militants et des groupes marxistes-léninistes-maoïstes (M-L-M) à définir une orientation juste pour résoudre la question syndicale, clef du Front uni du peuple, et leur capacité de mener à bien l'application de cette ligne avec audace et persévérance, sur une longue période sera capitale pour l'unification des forces maoïstes, pour la constitution définitive du Parti révolutionnaire (M-L-M), et pour la marche en avant de la révolution sociale en France.

L'orientation juste, dans ses traits généraux, pour résoudre la question syndicale et que les maoïstes ont pour mission de proposer à la classe ouvrière et à tous les travailleurs, est celle qui fut mise au point par la III^{ème} Internationale au cours des années 1920-1922, orientation qui fit ses preuves et donna naissance il y a exactement 50 ans aujourd'hui à la Confédération Générale du Travail Unitaire (C.G.T.U.), la C.G.T. de Monatte, Rosmer, Monmousseau, Sémard, etc. L'heure est aujourd'hui du retour à ces sources glorieuses du mouvement ouvrier, en ne perdant pas de vue que la lutte pour la révolutionnarisation du syndicalisme est aussi la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier international, et qu'elle est inséparable de la lutte contre l'organisation jaune de Prague, contre la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) tenue en main par la collaboration de classe, et dont la classe ouvrière révolutionnaire chinoise est écartée contre sa volonté.

Signalons enfin, d'une part que la reprise de notre travail révolutionnaire doit tenir compte des conditions de clandestinité imposées par la réaction tricolore de droite et de "gauche", et d'autre part que la crise économique pressante nous oblige à faire vite dans la course actuelle aux masses.

- 200 ex.

Silvye.

18 Vendémiaire, An 180.

(Début octobre 1971)

La situation en 1920

Nos ennemis réformistes à la tête de la C.G.T. aussi bien que nos amis révolutionnaires de “gauche” qui crient “À bas le syndicalisme” ne manqueront pas de dire que la situation actuelle n’est plus celle de 1920. Qu’en est-il en réalité ? A. Rosmer, dans “Moscou sous Lénine” (1953) décrit cette situation :

“La foi Internationaliste que nous avons gardée intacte durant l’entre-massacre des prolétaires (la guerre 14-18) trouva sa récompense quand surgit la nouvelle Internationale (la III^{ème} Internationale, en 1919) ; les honteuses abdications (du mouvement ouvrier) de 1914 étaient vengées ; la Révolution soviétique (de 1917) annonçait la société socialiste, la libération de l’homme.

La révolution d’Octobre avait été la révolution attendue – la révolution qui suivrait la guerre – elle était l’aube d’une ère nouvelle, une autre vie commençait ; tout ce qui lui était antérieur n’avait plus d’attrait” (après la guerre, pour les minorités ayant résisté au chauvinisme, à l’Union Sacrée et à la collaboration de classe où avaient sombré le mouvement ouvrier et révolutionnaire, les partis socialistes et les centrales syndicales : en France, le parti socialiste et la C.G.T.).

“En France, la poussée révolutionnaire qui se développa dès la fin des hostilités (novembre 1918) entraîna, à côté des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des couches de la petite bourgeoisie, ceux des anciens combattants, nombreux, qui, éclopés ou indemnes, rentraient au foyer avec l’idée bien arrêtée d’un compte à régler : le gouvernement et le régime qui les avaient réduits pendant quatre ans à la vie bestiale des tranchées et des assauts pour le “Communiqué” devraient payer ! La bourgeoisie était désemparée : elle restait interdite devant les conséquences de la guerre qu’elle n’avait pas même entrevues ; elle avait perdu la foi dans son destin.

Cette poussée révolutionnaire si forte en étendue et en volonté claire fut freinée par les hommes qui dirigeaient alors partout dans le monde les organisations syndicales et les partis socialistes. Profitant de l’inexpérience des nouveaux venus ils réussirent, masquant leurs manœuvres par des phrases démagogiques, à les détourner de toute action révolutionnaire. Les effectifs avaient considérablement grossi ; en France, le Parti socialiste était passé de 90 000 membres en juillet 1914 à 200 000 et la C.G.T., réduite au début de la guerre, par le seul fait de la mobilisation, à des syndicats squelettiques (30 à 40 000 cotisants en 1915, au lieu de 300 à 400 000 dans les années précédentes), pouvait, pour la première fois dans son histoire, prétendre être une organisation de masse avec ses deux millions de syndiqués réguliers. Il suffisait donc, disaient les chefs réformistes, de rester unis

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

pour être forts, pour être capables d'imposer aux gouvernants, sur chaque problème important, la volonté de la classe ouvrière. On affirmait en paroles, sa solidarité avec la Révolution russe, mais il ne serait pas nécessaire, ajoutait-on, dans les nations démocratiques d'Occident, de recourir à la violence car ici un ordre nouveau pourrait être instauré par la simple réalisation d'un programme économique élaboré par les organisations ouvrières et, que gouvernants et patrons devraient accepter. Ainsi seraient évitées les dures luttes, les souffrances, la misère qui étaient le lot des pays ravagés par des révolutions. (...) Il était relativement aisé de duper, par un tel mirage, les hommes dont la guerre avait fait des révolutionnaires ; à quoi bon se battre encore si la but peut être atteint sans combat ? Ainsi, en France, Jouhaux et ses amis de la direction confédérale qui s'étaient compromis à fond dans l'Union Sacrée, dans la guerre jusqu'au bout dont on voyait maintenant les immenses et vains sacrifices qu'elle avait exigés, réussirent à se maintenir à la tête de la C.G.T., tandis qu'au Parti socialiste les chefs du temps de guerre, écartés, n'étaient remplacés que par des éléments peu sûrs, soucieux avant tout de suivre le courant.

Au début de 1920, la première grande grève d'après-guerre, celle des cheminots, montra que la poussée révolutionnaire restait néanmoins très forte ; elle trouvait assez souvent sa juste expression dans les directions nouvelles que s'étaient données les organisations locales en opposition au réformisme camouflé des dirigeants confédéraux. (...) Surprises par la soudaineté du mouvement et par son ampleur, par la fermeté et la discipline qui marquaient son développement, les compagnies cédèrent rapidement. Elles devaient prendre leur revanche trois mois plus tard, aidées par le gouvernement, et par les dirigeants de la C.G.T., qui sabotèrent une grève de solidarité qui leur avait été imposée”.

Telle, était la situation en France au printemps 1920.

La III^{ème} Internationale, ou Internationale Communiste (I.C.) – ou Comintern –, fondée sur l'initiative du Parti bolchevik dirigé par Lénine, avait tenu son congrès constitutif l'année précédente à Moscou, en mars 1919. Le II^{ème} Congrès, de l'I.C. devait se réunir en juillet 1920. En l'espace d'une année, le mouvement communiste international avait déjà remporté de grands succès. Les partis communistes se constituaient dans tous les pays. Un événement d'une extrême importance par lequel on mesurait la répercussion qu'avait eue dans le monde la Révolution d'Octobre, avait été le ralliement à l'unanimité de la C.N.T. espagnole, de tendance anarcho-syndicaliste, à la III^{ème} Internationale à son Congrès de Madrid en décembre 1919. Les dirigeants de l'insurrection bolchevique étaient des marxistes, et néanmoins ces syndicalistes révolutionnaires d'Espagne, adversaires décidés des “politiciens”, des

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

partis politiques, n'avaient pas hésité à répondre à leur appel. Le mouvement syndicaliste subissait une profonde transformation. Le cas des espagnols était celui des syndicalistes révolutionnaires d'Italie, et le nôtre en France.

Quant au parti socialiste français, il avait décidé en janvier 1921¹, au Congrès de Strasbourg, de se retirer de la II^{ème} Internationale reconstituée, groupant les partis socialistes révisionnistes, tout en repoussant l'adhésion à la III^{ème}. La Commission Administrative permanente du parti français décide le 9 mars 1920 d'envoyer une "mission d'information" en Russie ; cette délégation composée de Cachin et Frossard part le 31 mai et arrive à Moscou le 16 juin ; ils seront invités à participer aux débats du II^{ème} Congrès de l'I.C. avec voix consultative.

D'autre part, les véritables partisans de l'adhésion à la III^{ème} Internationale en France sont invités au Congrès de l'I.C., au nom du "Comité de la III^{ème}" composé de syndicalistes révolutionnaires fondé le 8 mai 1919. Ce comité est issu du "Comité pour la reprise des relations internationales" constitué en pleine guerre, dès la réunion internationale des minorités ouvrières à Zimmerwald à laquelle participait Lénine, en septembre 1915, autour de la "*Vie Ouvrière*" de Monatte.

¹ Fin février 1920. (correction manuscrite de FM) (nde)

Le gauchisme

Alfred Rosmer, désigné par le Comité de la III^{ème} Internationale pour aller en Russie Soviétique à l'invitation de l'I.C. participa au II^{ème} Congrès comme membre du Bureau, et travailla ensuite avec Losovsky à la création de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.), ou Profintern. Il raconte que peu de jours après son arrivée à Moscou, en juin 1920, les délégués au II^{ème} congrès de l'I.C. reçurent l'ouvrage de Lénine, *“Le Communisme de gauche, maladie Infantile du communisme”*, que les éditions de l'I.C. venaient de publier. Cet ouvrage dit Rosmer, formait *“une sorte d'introduction et de commentaire aux Thèses préparées pour le congrès (...) L'adversaire (de Lénine dans cet ouvrage) n'était plus l'opportuniste ; c'était un communiste, le communiste que Lénine qualifiait de “gauchiste”*. Selon lui *cette tendance se manifestait fréquemment dans les nouveaux groupements et partis communistes*. (Au sein de ceux-ci, formés ou en formation, apparaissaient des groupes de “gauche” qui répudiaient toutes les anciennes méthodes de lutte de la classe ouvrière. Ces révolutionnaires ardents, enthousiastes pour le régime soviétique, étaient en fait sectaires, sous-estimaient le rôle du Parti et leur politique aboutissait à l'abandon des masses en refusant de travailler dans les coopératives, les parlements et les syndicats réactionnaires). *On voulait en hâte faire du neuf, créer des organisations distinctes de toutes celles d'une époque qu'on considérait comme une ère révolue. On abandonnait les syndicats pour créer des assemblées ouvrières de masse ; on ne voulait plus entendre parler de démocratie ou de parlement; on gardait le parti à condition qu'il fût un parti de masse qui attend d'en bas l'initiative et le développement de la lutte révolutionnaire, et non un “parti de chefs” conduisant la lutte d'en haut, faisant des compromis et siégeant dans les parlements.*

Le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) s'était constitué sur ces bases et on trouvait partout des groupements engagés sur la même voie. En France on avait vu se former une Fédération des Soviets, un Parti communiste où le syndicaliste Péricat voisinait avec des anarchistes.

C'est contre cette tendance que Lénine se dresse.

Non seulement les communistes devaient rester dans les syndicats réformistes et y batailler pour faire triompher leurs idées, mais ils devaient s'y cramponner quand les chefs réformistes voulaient les en chasser, et ruser pour y pénétrer quand ils prétendaient leur en défendre l'entrée”.

Lénine écrivait :

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

“Les syndicats ont marqué un formidable progrès de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme, on tant que passage des ouvriers divisés et impuissants aux premiers groupements embryonnaires de classe . Lorsque la forme supérieure du groupement de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat – qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu’il ne saura pas lier les leaders, la classe et les masses en un tout indissoluble –, a commencé à se développer, les syndicats ont manifesté inévitablement un certain caractère réactionnaire, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à une attitude apolitique, une certaine inertie, etc. Mais le développement du prolétariat ne s’est effectué, et ne pouvait s’effectuer dans aucun pays du monde, autrement que par les syndicats et par leur action concertée avec le parti de la classe ouvrière (...). Les syndicats (...) restent et resteront longtemps l’indispensable “école du communisme”, l’école préparatoire des prolétaires pour la réalisation de leur dictature (...). Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain “réactionnarisme” des syndicats s’est fait et devait se faire sentir, incontestablement beaucoup plus fort que chez nous. Les mencheviks de l’Occident (ou révisionnistes) se sont bien mieux “implantés” dans les syndicats et une “aristocratie ouvrière” syndicale, étroite, vaniteuse, revêche, cupide, petite-bourgeoise, d’un état d’esprit impérialiste, soudoyée d’ailleurs et corrompue par l’impérialisme, est apparue bien plus puissante que chez nous. C’est indiscutable. La lutte contre les Gompers et les Henderson, contre MM. Jouhaux, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale est incomparablement plus difficile que la lutte contre nos mencheviks (...). Cette lutte doit être impitoyable et il faut – obligatoirement – la pousser, comme nous l’avons poussée, jusqu’à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l’opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas l’essayer) aussi longtemps que cette lutte n’a pas été poussée jusqu’à un certain point.(...) Mais nous luttons contre “l’aristocratie ouvrière” au nom de la masse ouvrière et pour mettre celle-ci de notre côté ; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour conquérir la classe ouvrière. Il serait sot de méconnaître cette vérité des plus élémentaires et d’ailleurs des plus évidentes. C’est précisément la faute que commettent les communistes allemands de “gauche” qui, du réactionnarisme et de l’esprit contre-révolutionnaire de milieux dirigeants syndicaux, concluent à la sortie des communistes des syndicats (!!), renoncent à y travailler (!!) et voudraient former de nouvelles organisations ouvrières qu’ils INVENTENT (!!). Bêtise impardonnable qui équivaut à un très grand service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car (...) tous les leaders syndicaux opportunistes et social-chauvins de la tendance Kautsky ne sont que des “agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier”, (...) ou encore “les commis ouvriers de la classe capitaliste”. (...) Renoncer à

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

l'action au sein des syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, des "ouvriers embourgeoisés". (...) L'absurde "théorie" d'après laquelle les communistes doivent renoncer à militer au sein des syndicats réactionnaires montre précisément avec quelle légèreté ces communistes de "gauche" considèrent la question de l'influence sur les "masses", et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot "Masses". Pour savoir venir en aide à la "masse", pour acquérir sa sympathie et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les vexations, les pièges, les insultes, les persécutions de la part des "leaders" (qui ont le plus souvent des relations directes ou indirectes avec la bourgeoisie et la police) et travailler nécessairement où est la masse. Il faut savoir consentir à toutes sortes de sacrifices, surmonter les obstacles les plus grands, afin de se livrer à une propagande et à une agitation systématiques, opiniâtres, persévérantes, patientes précisément dans toutes les institutions, les associations, les organisations – et quand même ce serait au sein des plus réactionnaires – où Il y a des masses prolétariennes ou demi-prolétariennes. Or, les syndicats et les coopératives ouvrières sont des organisations de ce genre. (En Angleterre, France et Allemagne) des faits absolument indiscutables et bien connus attestent l'accroissement considérable du nombre des syndiqués (de 5,5 à 7,5 millions en Angleterre de 1917 à 1919). (...) Ces faits manifestent avec la plus grande clarté (...) la croissance de l'esprit d'organisation, l'accroissement de la conscience ouvrière dans les couches profondes du prolétariat, parmi les masses arriérées.

Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent pour la première fois de l'organisation complète aux formes élémentaires (les plus simples et les plus accessibles pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois) de l'organisation, à celles des syndicats : et les communistes de "gauche" révolutionnaires, mais déraisonnables, tout en ne cessant de parler des "masses" se refusent à militer dans les syndicats !! en prétextant de leur "réactionnarisme" !!, et ils inventent, toute neuve, propre, innocente des péchés démocratiques bourgeois – mais coupable par contre des péchés corporatifs et d'étroitesse professionnelle – la "Ligue ouvrière", qui sera (qui sera ! !), disent-ils, large, et pour l'adhésion à laquelle il suffira de (il suffira de !) "reconnaître le système des Soviets et la dictature du prolétariat". On ne peut concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par les révolutionnaires de "gauche" ! (...) Toute la tâche des communistes est précisément de savoir convaincre les autres travailleurs, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux à l'aide de mots d'ordre de "gauche" d'une puérile invention. Point n'est besoin d'en douter, MM. Gompers, Henderson, Jouhaux, Legien sont très reconnaissants à ces

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

révolutionnaires de “gauche” qui (...) prêchent la sortie des ouvriers des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, les leaders de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour les y accabler d'ennuis et d'insultes, de tracas et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même – en cas de nécessité – de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, celer parfois la vérité à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste”.

1920 : le conseil international des syndicats rouges

En juin 1920, la direction de l'Internationale – le Comité Exécutif – se réunit afin de préparer le II^{ème} Congrès. Rosmer raconte :

“Radek, secrétaire de l'I.C. donna lecture d'une déclaration traitant de la question syndicale; c'était l'objet principal de la réunion, et cela expliquait la présence de Losovsky qui n'appartenait pas au C.E. mais était l'auteur du texte en discussion.

Il s'agissait de rassembler tous les éléments syndicalistes favorables à la Révolution d'Octobre et à la nouvelle Internationale.

Actuellement ils se trouvaient dans des organisations anarcho-syndicalistes qui avaient adhéré en bloc, et dans les syndicats réformistes où ils formaient des minorités plus ou moins nombreuses.

On proposait la création d'un “Conseil international provisoire des syndicats rouges” dont la tâche serait de faciliter leur liaison et de coordonner leur action”.

La première séance du **“Conseil International des syndicats rouges”**, présidée par Zinoviev, se tint le 16 juin 1920.

Le 15 juillet 1920, des Statuts provisoires et une Déclaration sont publiés au nom du **“Soviet International des Syndicats ouvriers”**.

Les Statuts définissaient les Buts du Conseil comme étant de :

“2- lutter contre la plaie de la collaboration de classes qui ronge le mouvement syndical international et contre l'espoir persistant dans la possibilité de passer pacifiquement du capitalisme au socialisme.

3- grouper tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical mondial et mener une bataille décisive contre le Bureau International du Travail (B.I.T.) de la Société des Nations et contre le programme et la tactique de l'Internationale syndicale siégeant à Amsterdam (la “Fédération Syndicale Internationale” réformiste – F.S.I.)”.

La Déclaration signée par des délégués de 7 pays dont Rosmer *“pour la Minorité syndicaliste révolutionnaire de France”* dit :

“Les soussignés décident :

“- De condamner toute tactique tendant à l'abandon des rangs des organisations syndicales existantes par les éléments d'avant-garde. Ils doivent, au contraire, y exercer une action énergique pour éliminer de la direction du mouvement syndical

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

les opportunistes qui ont collaboré et collaborent avec la bourgeoisie et qui continuent de servir les intérêts de l'impérialisme capitaliste” ;

“- De mener au sein même des organisations syndicales du monde entier un travail méthodique de propagande en créant dans chacune un noyau communiste et révolutionnaire dont l'effort incessant arrivera à faire prévaloir notre programme”.

Le II^{ème} Congrès de l'I.C. qui se tint immédiatement aussitôt (du 19 juillet au 7 août 1920) fut celui qui adopta les Statuts de l'I.C., définit les célèbres **21 Conditions** d'admission des partis socialistes à l'Internationale. Communiste, conditions fondées sur les principes d'édification d'un parti de type nouveau. Le congrès prit aussi une résolution spéciale sur le Rôle du Parti, et d'autres résolutions particulières dont une sur *“le mouvement syndical”*. Enfin, le congrès publia un *“Manifeste”*.

Ce Manifeste du II^{ème} Congrès, se terminait par ces mots :

*“L'I.C. prétend **expulser des rangs du mouvement ouvrier tous les chefs qui sont liés** directement ou indirectement **par une collaboration politique avec la bourgeoisie**. Ce qu'il nous faut, ce sont des chefs qui n'aient pour la société bourgeoise qu'une haine mortelle, qui organisent le prolétariat en vue d'une lutte impitoyable, qui soient prêts à mener au combat l'armée des insurgés, qui ne s'arrêtent pas à mi-chemin quoiqu'il arrive et qui ne craignent pas de recourir à des mesures de répression impitoyables contre tous ceux qui tenteront par la force de les contrecarrer (...).*

*Tout en combattant de la façon la plus décidée contre le réformisme des syndicats, contre le carriérisme et le crétinisme des parlements, l'I.C. ne laisse pas de **condamner le fanatisme de ceux qui invitent les prolétaires à quitter les rangs d'organisations syndicales comptant des millions de membres** et à tourner le dos aux institutions parlementaires et municipales. Les communistes en aucune façon ne se détourneront des masses dupées et vendues par les réformistes et les patriotes, mais ils acceptent la lutte avec eux, au sein même des organisations de masses et des institutions créées par la société bourgeoise, de façon à pouvoir renverser celle-ci rapidement et à coup sûr.*

Pendant que, sous l'égide de la II^{ème} Internationale, les systèmes d'organisation de classe et les moyens de lutte presque exclusivement légaux se sont trouvés, en fin du compte, assujettis au contrôle et à la direction de la bourgeoisie et que la classe révolutionnaire a été muselée par les agents réformistes, l'I.C. tout au contraire arrache d'entre les mains de la bourgeoisie les guides qu'elle avait accaparés, prend sur soi l'organisation du mouvement ouvrier, le rassemble sous un commandement révolutionnaire et, aidée par lui, propose au prolétariat un but unique, à savoir : la prise du pouvoir pour la destruction de l'État bourgeois et la constitution d'une société communiste”.

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Les autres résolutions du Congrès précisent encore l'orientation adoptée :

- La pierre angulaire de toute action communiste est *“l'organisation d'un noyau communiste partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires”*; *“dans toute organisation apolitique il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au Parti”* (résolution sur la rôle du Parti).

- *“Les communistes ne s'écartent jamais des organisations ouvrières politiquement neutres, même quand elle revêtent un caractère évidemment réactionnaire (syndicats jaunes, syndicats chrétiens, etc.)”*; *“la tâche la plus importante est de rester toujours en contact avec les organisations prolétariennes les plus larges”*; *“le parti doit toujours rester en relations étroites avec les organisations des grandes masses ouvrières”* (résolution sur le rôle du Parti) ; *“une faute qui est une maladie de croissance du mouvement, la tendance “à gauche” conduit à une appréciation erronée du rôle et de la mission du Parti par rapport à la classe ouvrière et à la masse et de l'obligation pour les révolutionnaires communistes de militer dans les parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaire”* (résolution sur les tâches de l'I.C.)

- Parmi les 21 Conditions, la 10^{ème} traite du *“devoir de combattre l'Internationale des syndicats jaunes d'Amsterdam”* reconstituée (F.S.I.) et de la tâche d'*“union internationale des syndicats rouges adhérents à l'I.C.”*; l'article 14 des Statuts de l'I.C. annonce la constitution d'une *“section syndicale de l'I.C.”* regroupant les syndicats communistes ; la résolution sur le rôle du Parti dit : *“L'I.C. invite tous les syndicats acceptant les principes de la III^{ème} Internationale à rompre avec l'Internationale jaune. L'internationale (communiste) organisera une section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme”*.

Donnons enfin de larges extraits de la résolution importante du II^{ème} Congrès de l'I.C. sur le mouvement syndical :

Résolution sur le Mouvement Syndical

Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme (entre 1870 et 1914) représentaient des organisations ouvrières destinées à lutter pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions du travail salarié.

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Pendant la guerre (de 14-18), les Syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie ; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les Syndicats ont non seulement trahi la cause de la Révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions amiables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des Trade-Unions libérales (GB et USA), des syndicats prétendus socialistes et libres (Allemagne et Autriche), mais aussi des Unions syndicales de France.

Les conséquences économiques de la guerre poussent les masses prolétariennes dans la voie de la lutte contre le syndicalisme². Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières qui demeuraient jusqu'à présent en dehors des Syndicats y affluent maintenant. On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des Syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. Les Syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes d'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les Syndicats. (Elle) s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix.

Elle cherche à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'État capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'œuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes

² capitalisme (correction manuscrite de FM) (nde)

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

professionnels artificiellement isolés ; elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière. C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

•••

Étant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de Syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie. Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincus que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaine et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront; par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des Syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des Syndicats, de les remplacer par des Unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé par les

représentants des ouvriers industriels en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles – soit sur la base des Syndicats, soit en dehors d'eux –, organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

À l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque du développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée, et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les Syndicats et le Parti Communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous les Syndicats et Conseils de Production des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger”.

•••

Rosmer raconte à propos de cette résolution :

“Quand la résolution fut apportée devant le (II^{ème}) congrès, (le révolutionnaire américain) John Reed vint me trouver ; il était très ému : “Nous ne pouvons pas rentrer en Amérique avec une décision pareille, me dit-il ; l’I.C. n’a de partisans et de sympathisants dans le monde syndical que parmi les “Industrial Workers of the World” (I.W.W.) (proches des anarcho-sindicalistes européens) et vous nous envoyez à l’“American Federation of Labour” (A.F.L) (réformiste) où elle n’a que d’irréductibles adversaires”.

Ceci indique la difficulté qu’avaient nombre de révolutionnaires à assimiler l’orientation syndicale de l’Internationale Communiste !

•••

Plus loin Rosmer ajoute encore :

“Les controverses sur le programme (gauchiste) du Parti communiste ouvrier allemand (K.A.P.D.) avaient eu leur épilogue au II^{ème} Congrès de l’I.C. (Juillet 1920). Cependant Hermann Görter, le communiste hollandais (du groupe Tribune, avec Pannekoek) qui était le théoricien de cette tendance, ayant adressé une “Lettre ouverte au camarade Lénine”, rouvrait la discussion. Sa “Lettre ouverte” s’achevait sur (un) résumé (en sept points). La principale préoccupation de Görter, c’était la question syndicale (point n° 6) :

“Comme les syndicats sont des armes défectueuses, il faut les supprimer ou les transformer radicalement, et mettre à la place des organisations d’entreprises, réunies dans une organisation générale”. La réunion eut lieu le 24 novembre (1920) ”.

Décidément, l’“antisindicalisme” que nous connaissons aujourd’hui n’est pas aussi neuf qu’il veut le faire croire !

1921 :

l'internationale syndicale rouge

Quelques mois après le II^{ème} Congrès de l'I.C., en décembre 1920, le Parti communiste français (section française de l'I.C., ou S.F.I.C.) était fondé au congrès historique de Tours.

C'est l'année suivante, parallèlement au III^{ème} Congrès de l'I.C. (juin 1921), que se tint à Moscou le I^{er} Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.) ou Profintern, du 3 au 19 Juillet 1921.

Le III^{ème} Congrès de l'I.C. fut celui qui lança le Manifeste "Aux masses" d'où devait sortir peu après l'orientation de "Front unique". La délégation française au congrès comprenait 9 membres. Monatte, fondateur de la "Vie Ouvrière" en 1909, et futur responsable de la "Vie sociale" à l'"Humanité", n'alla pas à Moscou ; ayant été emprisonné de mai 1920 à mars 1921, il préparait alors le Congrès de Lille de la C.G.T. qui se tint du 25 au 30 Juillet 1921. Rosmer, par contre, était à Moscou depuis juin 1920, et était membre du Comité Exécutif et du "petit bureau" de l'I.C..

Le III^{ème} Congrès fit d'abord le point de la situation, dans sa "Thèse sur la tactique" :

"Déjà au cours de sa première année d'existence, l'I.C. a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes, en instruments de combat (...). À son II^{ème} Congrès, l'I.C., dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances sectaristes (...). Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis communistes ont confirmé en tous points la justesse du point de vue de l'I.C. (...). Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement des syndicats, en premier lieu leur libération de l'influence des chefs traîtres (...). Notre travail d'organisation dans les syndicats comme dans les Partis ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs ; il doit être pénétré du sentiment des luttes prochaines".

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Le III^{ème} congrès de l'I.C. produisit également une résolution spéciale ayant pour titre *“L'I.C. et l'I.S.R. (la lutte contre l'Internationale jaune d'Amsterdam)”* disant ceci :

Aussi bien avant, pendant, qu'après la conquête du pouvoir, “les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le Parti, et par rapport à ce dernier ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre (...). Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir le Parti communiste. A cet effet les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au Parti. (...)Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes dans tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis (...). La tactique consistant à former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par le II^{ème} congrès universel de l'I.C., s'est vérifié entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en France (...) et dans beaucoup d'autres pays.

Si par exemple des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis et insuffisamment expérimentés en politique sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce qu'ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit en aucun cas changer l'attitude de principe de l'I.C. à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à RÉVOLUTIONNARISER LES SYNDICATS, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

Pendant la prochaine période, la tâche principale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à CONQUERIR LA MAJORITÉ DES SYNDIQUÉS ; les communistes ne doivent en aucun cas se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme malgré toutes les oppositions. La meilleure mesure de la force d'un parti communiste c'est l'influence réelle qu'il exerce sur la masse des ouvriers syndiqués”.

Le Manifeste du III^{ème} Congrès de l'I.C. déclare enfin :

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

“On ne saurait battre les traîtres au prolétariat, les agents de la bourgeoisie sur le terrain des discussions théoriques (...); on ne les écrasera qu’à l’occasion des questions de pain (...). Et le premier champ de bataille, le plus important, sur lequel on peut les battre, c’est celui du mouvement syndical; ils seront vaincus dans la lutte que nous mènerons contre l’Internationale jaune et pour l’Internationale rouge. C’est la lutte pour la conquête des positions ennemies dans notre propre camp; C’est la question de la formation d’un front de combat à opposer au capital mondial”.

•••

Nous sommes tenus de nous limiter à l’exposé des directives **de l’Internationale Communiste** sur le mouvement syndical, les documents concernant les congrès de l’Internationale Syndicale Rouge ne se trouvant malheureusement pas actuellement dans le commerce courant. D’autre part, nous n’étudierons pas non plus comment ces directives de l’I.C. et de l’I.S.R. furent **appliquées** par le P.C.F. dans la C.G.T., ce qui exigerait un autre travail.

1922 : la C.G.T.U.

En juillet 1921 se tint, nous l'avons dit, le Congrès de Lille de la C.G.T. Il se termina par la scission, voulue et organisée par les chefs réformistes (Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et Cie) du mouvement syndical ouvrier français.

En décembre de la même année, eut lieu le I^{er} Congrès du P.C.F. (S.F.I.C.) à Marseille.

Lors du I^{er} Congrès de l'I.S.R., en juillet 1921, Rosmer s'était déjà plaint à Monatte de la délégation française : *"Vous en avez envoyé une équipe !"*, écrivait-il. Le Congrès de l'I.S.R. s'était fâché lui-même contre cette délégation anarcho-syndicaliste : *"Vous parlez toujours de grève générale, leur cria-t-on, mais vous ne la faites jamais ; c'est nous, communistes, qui la faisons"*. À cela, conclue Rosmer, ils n'avaient rien à répondre. La question n'était pourtant pas réglée. Au Comité Exécutif élargi convoqué par l'Internationale Communiste en février-mars 1922, *"Les Français avaient été particulièrement agressifs. (Les) plus disposés à une conciliation (avec la ligne de l'I.C.), au moins de forme, soutinrent la thèse que la tactique du Front Unique était, pour la France, sans objet. Ils affirmaient que les "dissidents" – c'étaient ceux qui avaient quitté le Parti après le vote d'adhésion à la III^{ème} Internationale (au Congrès de Tours de décembre 1920) – n'étaient plus qu'un groupe minuscule ; ils n'avaient réussi qu'à emmener avec eux la grande majorité des députés ; leur journal n'avait qu'un faible tirage, "tandis que nous, avec l'Humanité, nous touchons toute la classe ouvrière". Et il en est de même dans les syndicats : "la scission, voulue par les chefs réformistes, leur a été funeste". Il y avait quelque chose de vrai dans ces affirmations, mais le tableau était quand même bien trop optimiste. La scission syndicale, devenue définitive au début de l'année (1922), avait pleinement démontré que Jouhaux et ses amis ne s'étaient maintenus à la direction de la C.G.T. qu'au moyen de manœuvres et de fraudes. Ils ne gardaient avec eux qu'un effectif restreint, non négligeable cependant (les effectifs de la C.G.T. étaient tombés de 2 millions de membres en 1920 à 600 000 en 1921 ; au début de 1922 les effectifs atteignaient à peine 800 000 membres, dont plus de 500 000 rallièrent la C.G.T.U.. En 1932, la C.G.T.U. ne comprendra plus que 280 000 membres !). L'unité du front prolétarien n'en restait pas moins nécessaire car elle permettait, de surcroît, de ramener au syndicat et dans l'action les ouvriers qui, impatientés et découragés, avaient quitté les organisations syndicales ; on en comptait déjà plus d'un million"*.

Ce n'est qu'en juin 1922 (du 25 juin au 10 juillet) que fut réuni le **Congrès constitutif de la C.G.T. Unitaire**, à Saint-Étienne ; en mars 1923, au Congrès de Bourges, la C.G.T.Unitaire donna son adhésion définitive à l'Internationale Syndicale Rouge.

Entre temps, en octobre 1922, eut lieu le II^{ème} Congrès du P.C.F. à Paris, à la veille du IV^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922). Parallèlement au IV^{ème} Congrès de l'I.C. se tint le II^{ème} Congrès de l'I.S.R.. À ce Congrès, la représentation réciproque de l'I.C. et de l'I.S.R. fut supprimée, répondant au vœu exprimé par Monmousseau au nom de la délégation française.

Le IV^{ème} Congrès de la III^{ème} Internationale adopta certains textes qui nous intéressent, portant tous sur les scissions organisées par les chefs réformistes dans le mouvement syndical, en France et dans d'autres pays :

Thèses sur l'action communiste dans le Mouvement Syndical

“Au cours de ces deux dernières années (1921-1922), marquées par l'offensive universelle du capital, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli dans tous les pays. Sauf de rares exceptions, les syndicats ont perdu un grand nombre de leurs membres. Devant cette offensive capitaliste d'une part et (la) collaboration de classe persistante (des chefs et syndicats réformistes) d'autre part, les masses ouvrières sont de plus en plus désabusées. De là non seulement leurs tentatives pour créer des groupements nouveaux, mais encore la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers conscients qui quittent leurs organisations. Le mouvement syndical porte, dans tous les pays, un caractère d'instabilité foncière ; des groupes assez nombreux d'ouvriers ne cessent de s'en détacher, tandis que les réformistes continuent assidûment leur politique de collaboration.

Au moment même où ils cédaient sur toute la ligne à la pression bourgeoise, les chefs réformistes engageaient leur offensive contre les ouvriers révolutionnaires. Voyant que leur mauvaise volonté à organiser la résistance contre le capital avait provoqué une fermentation profonde dans les masses ouvrière, et résolus à nettoyer les organisations de la contagion révolutionnaire, ils entreprirent contre le mouvement syndical révolutionnaire une offensive en règle tendant à désagréger et à démoraliser la minorité révolutionnaire par tous les moyens en leur pouvoir, et à faciliter la consolidation de la domination de classe ébranlée de la bourgeoisie. Pour conserver leur autorité, les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam n'hésitent

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

pas à exclure, non seulement des individus et des petits groupes, mais des organisations entières ; pour rien au monde les gens d'Amsterdam ne veulent rester en minorité et, en cas de menace des éléments révolutionnaires partisans de l'I.S.R. et de l'I.C., ils sont décidés à provoquer la scission, pourvu qu'ils puissent ainsi conserver leur mainmise sur l'appareil administratif et les ressources matérielles. Ainsi ont fait les chefs de la C.G.T. française...

En même temps la même offensive se déclenchait dans le monde entier, les Fédérations internationales adhérant à Amsterdam excluait systématiquement ou refusaient d'admettre les Fédérations nationales révolutionnaires correspondantes. Le réformisme pressent sa fin prochaine ; il veut, à l'aide des exclusions et de la scission des éléments les plus combattifs, affaiblir au maximum la classe ouvrière pour la rendre incapable de mettre la main sur le pouvoir et les moyens de production et d'échange.

En même temps, une "offensive" toute semblable à celle d'Amsterdam était lancée par l'aile anarchiste du mouvement ouvrier contre l'I.C., les Partis communistes et les noyaux communistes des syndicats. Ainsi les anarcho-syndicalistes de France...

Les communistes ne peuvent ni ne doivent abandonner leur droit à organiser des "noyaux" au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever.

Il va de soi que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution.

Les communistes doivent se charger de l'initiative de créer dans les syndicats un bloc avec les ouvriers révolutionnaires d'autres tendances. Mais la coordination des actions suppose une organisation des communistes.

Le mot d'ordre de l'I.C. (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les furieuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions. Chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir des syndicats et leur faire abandonner le plan profondément réfléchi de la conquête des syndicats du dedans en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.

La scission syndicale, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.

Dans les pays où deux centrales syndicales existent parallèlement (France) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Étant donné ce but de la fusion des syndicats actuellement scindés, il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition du rétablissement de l'unité détruite.

La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie.

L'exclusion des communistes a pour but de désorganiser le mouvement révolutionnaire en isolant les dirigeants des masses ouvrières. L'exclusion des communistes après leur élection à des fonctions syndicales par des organisations locales ne doit pas seulement susciter des protestations contre la violence exercée à l'égard de la volonté des électeurs ; une telle exclusion doit provoquer une résistance organisée bien déterminée. Les membres exclus ne doivent pas demeurer dispersés. La tâche la plus importante des partis communistes consiste à ne pas permettre aux éléments exclus de se désagréger. Ils doivent s'organiser en syndicats d'exclus en mettant au centre de leur travail politique un programme concret et l'exigence de leur réintégration. Les communistes doivent développer la lutte la plus énergique contre l'exclusion des syndicats révolutionnaires du sein des Fédérations Internationales par industrie. Les comités internationaux de propagande par industrie, créés par l'I.S.R., doivent trouver le soutien le plus ardent de la part des partis communistes, de façon à grouper toutes les forces révolutionnaires existantes dans le but de lutter pour les fédérations internationales uniques par industrie. Toute cette lutte doit se faire sous le drapeau de l'admission de tous les syndicats sans distinction de tendance, sans distinction de courants politiques, dans une organisation internationale unique d'industrie.

Poursuivant son chemin vers la conquête des syndicats et la lutte contre la politique scissionniste des réformistes, le IV^{ème} congrès de l'I.C. déclare solennellement que toutes les fois que les gens d'Amsterdam n'auront pas recours

aux exclusions, toutes les fois qu'ils donneront aux communistes la possibilité de lutter idéologiquement pour leurs principes au sein des syndicats, les communistes lutteront en membres disciplinés dans les rangs de l'organisation unique, marchant toujours en avant dans toutes les collisions et dans tous les conflits avec la bourgeoisie.

Le IV^{ème} Congrès de l'I.C. déclare que tous les partis communistes doivent faire tous leurs efforts pour empêcher la scission dans les syndicats, qu'ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour reconstituer l'unité syndicale détruite dans certains pays, et obtenir l'adhésion du mouvement syndical de leurs pays respectifs à l'Internationale Syndicale Rouge”.

Résolution sur la Tactique de l'Internationale Communiste

“8- La Division dans les Syndicats.

(...) Les hommes (de l'Internationale jaune) d'Amsterdam reculent devant toute lutte contre l'offensive du capital et continuent plutôt leur politique de collaboration avec les patrons.

Pour n'être pas gênés par les communistes dans cette alliance avec les entrepreneurs, ils cherchent à supprimer complètement et systématiquement l'influence des communistes dans les syndicats. Mais comme les communistes ont cependant, dans beaucoup de pays déjà, conquis la majorité dans les syndicats ou sont en train de la conquérir, les hommes d'Amsterdam ne reculent ni devant les exclusions en masse, ni devant la scission formelle des syndicats.

Rien n'affaiblit autant les forces de la résistance prolétarienne contre l'offensive du capital que la division des syndicats. Les chefs réformistes des syndicats le savent bien. Mais comme ils s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous eux et que leur faillite est inévitable et proche, ils s'empressent de diviser les syndicats, ces instruments irremplaçables de la lutte de classe prolétarienne, pour que les communistes ne recueillent plus que les débris et les éclats des anciennes organisations syndicales. Depuis août 1914 (l'Union Sacrée), la classe ouvrière n'a pas vu pire trahison.

9- La conquête de la majorité.

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du III^{ème} Congrès mondial (juin 1921) : “Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe”, subsiste dans toute sa force.

(...) La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée ; c'est la tâche essentielle de l'I.C. à présent comme auparavant".

...

Programme de Travail et d'Action du Parti Communiste français

"(...)

4- Pour se mettre en condition de participer à l'action ouvrière sous toutes ses formes, de contribuer à l'orienter ou de remplir dans certaines circonstances un rôle déterminant, le Parti doit constituer, sans perdre un jour, son organisation de travail syndical.

La formation de Commissions syndicales auprès des fédérations et sections (décidées par le Congrès de Paris) et de groupes communistes dans les usines et grandes entreprises capitalistes ou étatiques, fera pénétrer dans les masses ouvrières les ramifications du Parti, grâce auxquelles celui-ci pourra diffuser ses mots d'ordre et accroître l'influence communiste sur le mouvement prolétarien.

Les Commissions syndicales, à tous les degrés de la structure du Parti et des syndicats, se tiendront en liaison avec les communistes restés, d'accord avec le Parti, dans la C.G.T. réformiste et les guideront dans leur opposition à la politique des dirigeants officiels ; elles enregisteront les membres du Parti syndiqués, contrôleront leur activité et leur transmettront les directives du Parti.

5- Le travail communiste dans tous les syndicats sans exception consiste en premier lieu dans la lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale indispensable à la victoire du prolétariat. Chaque occasion doit être utilisée par les communistes pour montrer les effets néfastes de la division actuelle et préconiser la fusion. Le Parti combattra toute tendance à la dispersion de l'action, au morcellement de l'organisation, au particularisme professionnel ou local, à l'idéologie anarchiste. Il soutiendra la nécessité de la centralisation du mouvement, la formation de vastes organisations par industries, la coordination des grèves pour substituer aux actions localisées et limitées, vouées d'avance à l'insuccès, les actions d'ensemble susceptibles d'entretenir la confiance des travailleurs dans leur force.

Dans la C.G.T. Unitaire, les communistes combattront toute tendance contraire au ralliement des syndicats français à l'Internationale Syndicale Rouge.

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Dans la C.G.T. réformiste, ils dénonceront l'Internationale d'Amsterdam et les pratiques de collaboration de classe des dirigeants.

Dans les deux C.G.T., ils préconiseront les démonstrations et actions communes, les grèves en commun, le front unique, l'unité organique, le programme intégral de l'I.S.R.”

Que faire ?

Que faire ? Quelle est la voie à suivre pour résoudre la crise syndicale ?

La situation de 1921 n'était certes pas celle de 1971. Le rapport des forces nationales et mondiales entre la bourgeoisie et le prolétariat il y a 50 ans – dans la période nouvelle ouverte alors des guerres et des révolutions – n'était pas celui de notre époque, du passage mondial au socialisme. Des traits importants caractérisaient alors la situation : l'expérience de la "Grande guerre", la rupture historique de la chaîne impérialiste par la révolution d'Octobre, la poussée révolutionnaire de 1920, l'existence de l'Internationale Communiste et la création de l'I.S.R., le ralliement majoritaire de la S.F.I.O. à la III^{ème} Internationale et à l'idée du parti léniniste de type nouveau, celui de la masse des syndicalistes français au syndicalisme de lutte de classe, la brusque apparition d'un syndicalisme de masse, la création nouvelle de syndicats d'industrie, etc.

Cependant les traits communs de cette époque avec la nôtre restent fondamentaux pour ce qui nous occupe : gangrène de la C.G.T. par la collaboration de classe, poussant nécessairement les chefs syndicaux à une politique d'exclusions et de scission dès que s'organisera la résistance de la fraction avancée de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'orientation syndicale adoptée par l'I.C. en 1920-1922 reste aujourd'hui pleinement valable dans ses grandes lignes. L'expérience acquise par le mouvement ouvrier dirigé par l'I.C. est même d'une telle richesse que notre voie est tracée, non seulement pour l'étape actuelle où il s'agit de faire prévaloir **le syndicalisme de lutte de classe**, mais aussi pour l'étape ultérieure qui consistera à conquérir par la lutte **l'unité syndicale**, et à réaliser le Front unique du prolétariat. Notons à ce propos qu'en 1920 la C.G.T. était pratiquement la seule centrale ouvrière, alors qu'aujourd'hui elle est seulement la principale centrale, et que la division ouvrière – perpétuée par la collaboration de classe – précède aujourd'hui la lutte pour un syndicalisme de lutte de classe.

S'il restait quelque doute quant à la définition d'une juste orientation syndicale, les révisionnistes modernes du P.C.F., qui ont entraîné et maintiennent la C.G.T. dans l'ornière réformiste, nous ordonneraient eux-mêmes de nous engager à constituer nos fractions rouges dans tous les syndicats, précisément parce que c'est ce qu'ils craignent comme la peste, ce qu'ils sentent eux-mêmes venir irrésistiblement, et ce qu'ils se préparent déjà à combattre, avec l'acharnement que met la bourgeoisie à conserver le pouvoir. Ainsi, peu après 1968 (!), **Georges Séguy** déclarait dans son rapport au 37^{ème} Congrès de la C.G.T. (Vitry – novembre 1969) :

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

*“Nous avons mis la C.G.T. à l’heure de notre temps (c’est-à-dire à l’heure de Jouhaux de 1920 et de la collaboration de classe !). La C.G.T. n’est **ni la C.G.T.U.**, ni la C.G.T. des années 1930 (de l’I.S.R. et des fractions rouges !). La C.G.T., en 1969, est une organisation **excluant toute activité fractionnelle**, de tendance. Nous entendons préserver notre cohésion. L’énergique riposte que nous avons opposée aux **manœuvres de noyautage** de la C.G.T. tentées par divers groupuscules gauchistes, vaut pour toute velléité de même nature d’où qu’elle vienne (même de Garaudy !). Tous les courants de pensée dans la classe ouvrière sont représentés au sein de la C.G.T. (c’est-à-dire tous les courants de la bourgeoisie de “gauche”, le courant de collaboration de classe de l’aristocratie ouvrière qui n’a rien à y faire en premier lieu ; par contre le courant révolutionnaire dénommé “gauchiste” n’est pas reconnu comme un courant de pensée du prolétariat et est assimilé à des pénétrations policières !!) ”.*

Séguy, en chef ouvrier collabo endurci, omet simplement de signaler que *“l’exclusion de toute activité fractionnelle”* dans la C.G.T. date de la réunification syndicale de 1935, où elle fut concédée par la C.G.T.U., après de vives résistances, au sieur Jouhaux de la C.G.T. réformiste... lequel dirigea 4 ans plus tard la chasse aux syndicalistes !

Au même Congrès de Vitry, **Benoît Frachon** parlant en vétéran de la C.G.T.U., n’hésita pas à renverser la vérité historique ; prenant ouvertement le point de vue de l’anticommunisme classique et le parti des chefs ouvriers traîtres de la C.G.T. réformiste, il dit :

“L’Internationale Communiste obligea (!) en vain à mettre dans les statuts l’organisation des fractions” ; “chez nous elles ne correspondaient pas aux sentiments profonds des ouvriers, ni aux nécessités de la lutte des classes” ; “ces fractions, camarades, je les ai bien connues, ça n’était pas des armes bien efficaces” ; “mais elles étaient dans les statuts de l’Internationale Communiste” ; “en 1934, les socialistes de la C.G.T. demandaient aux communistes de la C.G.T.U. de les condamner” ; “ces fractions étaient devenues caduques, quoiqu’elles n’aient même pas été utiles dans tous les pays” ; “nous avons déclaré que nous étions prêts à accepter dans les statuts nouveaux la condamnation des fractions”...

(Néanmoins Frachon donne quelques renseignements utiles sur la campagne pour l’unité syndicale de 1934-1935 :

“Des camarades de la C.G.T.U. en arrivaient à constituer des syndicats uniques. Chacun gardait sa carte à la C.G.T. ou à la C.G.T.U., mais il y avait un seul syndicat et une seule direction de ce syndicat” ; “Puis des Fédérations décidèrent de préparer leur Congrès de fusion”.)

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Nous retiendrons que l'aristocratie syndicale qui se trouve à la tête du mouvement syndical n'est pas décidée à laisser le prolétariat chasser la bourgeoisie qui a pénétré les rangs de ses organisations. Mais nous nous souviendrons aussi des fières paroles de l'Internationale Communiste en 1922 : *“personne ne peut enlever aux communistes le droit d'organiser des noyaux au sein des syndicats. Nous irons notre chemin sans demander la permission aux syndicalistes du tapis vert patronal”*.

Finalement, les tâches immédiates de l'avant-garde prolétarienne, des maoïstes (M-L-M), sont les suivantes :

1- Organiser **des cellules** communistes partout où l'on trouve quelques prolétaires ou semi-prolétaires, en premier lieu dans les grandes entreprises.

2- Obligation pour tous les communistes révolutionnaires salariés de **militer dans les syndicats**, où ils forment un noyau entièrement subordonné au parti. La règle est d'appartenir au syndicat le plus puissant de l'entreprise ou de la branche industrielle en priorité ; lorsque il n'existe pas de syndicat le devoir des communistes est d'en former un.

3- Former **des fractions rouges** au sein de tous les syndicats, rassemblant les communistes et tous les travailleurs désireux, non pas de mener une lutte parlementaire au sein du syndicat à la manière trotskiste, mais de le révolutionnariser, d'anéantir la ligne de collaboration de classe et d'expulser la bourgeoisie “ouvrière” qui le dirige ; toute la Politique des fractions rouges dans les divers syndicats, impulsée et centralisée par les communistes, est concentrée sur l'objectif du syndicat unique de lutte de classe. Les fractions rouges, au rôle, au programme et aux méthodes nettement distincts de ceux des cellules communistes, devront nécessairement, en période de calme revendicatif surtout, mener leur action de manière semi-clandestine pour résister aux assauts du gouvernement, du patronat et de leurs agents les dirigeants jaunes.

4- Grouper les camarades et les syndicats exclus en **Syndicats rouges** indépendants, reliés entre eux, avec comme premier thème de lutte leur réintégration.

5- Créer des **comités de lutte** groupant syndiqués et non syndiqués dès que les conditions sont favorables, c'est-à-dire en période d'activité revendicative, afin de

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

mobiliser les travailleurs les plus défavorisés, les immigrés et les jeunes dégoûtés ou écartés des syndicats, et d'exercer ainsi une pression décisive contre les dirigeants réformistes.

Annexe : 1940

Une expérience extrêmement précieuse du mouvement ouvrier français, qui confirme encore la nécessité de la lutte contre la collaboration de classe **de l'intérieur**, est celle de notre Parti communiste en 1939-1940.

Que s'est-il passé alors ?

Au lendemain de la réunification syndicale de 1935 et du Front populaire, en **1937**, un groupe scissionniste se crée à la direction de la C.G.T. **Belin**, Dumoulin, Froideval, Roy, Delmas dirigent cette fraction rassemblée autour du journal "*Syndicats*". Certains de ces hommes, qui sont en relation avec Déat et avec le Comité France-Allemagne, professent tous les slogans pro-fascistes. Ils exalteront l'esprit de Munich et exploitent certaines formules de l'anarcho-syndicalisme et du réformisme.

La majorité des anciens confédérés (venant de la C.G.T. réformiste) groupés autour de **Léon Jouhaux**, enclins à la lutte anticommuniste et anti-soviétique, ne mènent pas une lutte résolue contre les scissionnistes. Au contraire, entre Belin et Jouhaux s'opère une division implicite du travail. La campagne menée contre le syndicalisme de lutte de classe aboutira, avec l'occupation allemande, à la **liquidation du mouvement syndical** lui-même.

Les ex-unitaires (venant de la C.G.T.U.) de la C.G.T. réunifiée – Racamond, Sémard, Frachon... – reprocheront plus tard que "*les mesures énergiques d'épuration qui s'imposaient*" contre "*des hommes aussi corrompus, aussi ouvertement ennemis de la classe ouvrière*" n'aient été prises, qu'on n'ait pas "*débarrassé nos organisations de ces traîtres*" en 1938 (Frachon : janvier 1946).

Le **3 septembre 1939**, l'Angleterre, puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne nazie qui vient d'envahir la Pologne. Dans les premiers mois de la guerre, aucune opération militaire sérieuse n'est entreprise. À l'extérieur la bourgeoisie française cherche un renversement d'alliances et à transformer la guerre en croisade antisoviétique. À l'intérieur, le gouvernement fait la guerre à la classe ouvrière. Le Parti communiste est interdit, les militants ouvriers sont poursuivis. La C.G.T. est brisée, les syndicats de lutte de classe sont dissous. Par contre, la 5^{ème} colonne des agents de Hitler agit au grand jour. C'est ce qu'on appelle la "drôle de guerre".

C'est le **26 septembre 1939**, sous prétexte du traité germano-soviétique et de la mobilisation, que la réaction bourgeoise épaulée solidement par les dirigeants socialistes et les réformistes de la C.G.T. met le P.C.F. hors la loi. C'est l'heure de la

persécution des militants ouvriers et révolutionnaires et de la démolition du mouvement ouvrier et populaire. Le 5 octobre 1939, 35 députés communistes seront arrêtés et incarcérés à la Santé. En décembre 39, à la suite de la guerre entre la Finlande et la Russie, le délire anticommuniste atteindra son paroxysme. En mars 1940, Daladier jugé trop tendre avec les communistes sera remplacé à la présidence du Conseil par Paul Reynaud qui fera entrer 6 socialistes au gouvernement. En avril 40, le ministre socialiste Sérol décrètera la peine de mort contre les suspects de propagande communiste ; le socialiste Barthélémy rapportera la loi de déchéance des députés communistes promulguée le 20 janvier 40 ; le 3 avril 40, 36 députés communistes sont condamnés.

L'un des objectifs essentiels de la contre-offensive patronale est la destruction de la C.G.T.. Dirigeants réformistes et gouvernement se partagent, en union intime, la tâche. Les premiers se chargent d'apporter à la classe ouvrière les "arguments" nécessaires pour évincer les communistes des directions syndicales. Dès septembre 1939, les militants syndicaux qui se refusaient à condamner le traité germano-soviétique étaient violemment pris à partie et exclus des syndicats pour "activité antipatriotique". Ce n'était là qu'une manœuvre, car en réalité dès le Congrès de Nantes de novembre 1938, tout était prêt pour une deuxième scission syndicale. Trois ans d'activité anticommuniste, antisoviétique et de collaboration de classe avaient préparé ce coup de force.

Léon Jouhaux inaugure la lutte en profitant du départ de nombreux mobilisés pour faire exclure les communistes de la Commission administrative. Le **18 septembre 1939** la majorité du Bureau confédéral de la C.G.T., à l'instigation de Belin, et des réformistes, décide l'exclusion des communistes et de ceux jugés comme tels. Le C.A. du 25 septembre confirme cette décision. À tous les échelons, cette action se poursuit. Le gouvernement, lui, achève le travail. D'abord, sur les ordres du patronat, les décrets anti-ouvriers se succèdent en octobre et novembre 1939 : suppression des délégués ouvriers, révision des conventions collectives, rétablissement des amendes, alignement des entreprises réquisitionnées sur le régime des établissements militarisés de défense nationale ; journée de travail épuisante, diminution notable des salaires, suppression de toute garantie légale pour la classe ouvrière, tel est le bilan de cette législation qui détruit, en moins de 3 mois, un demi-siècle de conquêtes ouvrières. Ensuite, le gouvernement apporte son concours aux chefs réformistes : il fait arrêter les militants communistes des syndicats, désignés à la répression par les attaques réformistes ; il fait dissoudre les syndicats qui ne se sont pas laissés "persuader" et que les dirigeants réformistes font exclure des Bourses du Travail. 620 syndicats auront ainsi été dissous en mars 1940. La police vient parfois aider les

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

syndicats à pratiquer la démocratie. Les militants traqués, arrêtés, peuplent bientôt les camps d'internement.

La C.G.T. ainsi “rénovée” au nom de l'union nationale réactionnaire abandonne toute défense contre l'exploitation et la surexploitation capitaliste pour se consacrer à la lutte anticommuniste. Aussi les travailleurs s'en détachent-ils très vite. Les syndicats “tolérés” se vident de leurs adhérents qui n'ont aucune confiance dans les dirigeants. La C.G.T. qui comptait 5 millions d'adhérents depuis 1937 (2,5 millions en juin 36), compte officiellement moins de 1 million d'adhérents en mai 1940.

En **mai 1940** les troupes nazies se ruent à l'ouest. En quelques semaines la France, trahie, est occupée. Un gouvernement pro-hitlérien est mis en place le 16 juin 40 à Vichy par les occupants, Pétain signe la capitulation le lendemain et installe l'“État français” le 10 juillet. Quatre années de misère, de déportation, de deuils, commencent sous le joug fasciste.

Avec l'occupation, les hommes de la 5^{ème} colonne dans le mouvement syndical, les auteurs de la scission de 1939, recueillent le prix de leurs forfaits. Belin devient Ministre du Travail le 12 juillet 1940 ; il choisit comme adjoints : Francis Million, ex-secrétaire de la C.G.T., Raymond Froideval, administrateur de “*Syndicats*”, Émile Courrière ancien secrétaire fédéral. Dumoulin rejoignit Déat au R.N.P. nazi et fonda le “*Centre Syndicaliste de propagande*” qui publia “*l'Atelier*”.

Le **9 novembre 1940** la C.G.T. est dissoute. La Charte du Travail est ensuite instaurée (le 4 oct. 1941), avec ses “Comités sociaux” et ses “syndicats” prônant officiellement la “*collaboration sociale et professionnelle*” entre le Capital et le Travail.

•••

Que firent, dans ces circonstances, les militants syndicalistes ? Quelle fut l'orientation syndicale de notre Parti communiste clandestin ? (Ce fut bien le **nôtre**, avec ses échecs et ses victoires, ses fautes et ses succès, jusqu'à la “déstalinisation” krouchtchéviennne de 1956).

Pour la classe ouvrière, la lutte contre le fascisme a commencé depuis longtemps, en particulier depuis les combats de février 1934 ; pour les militants, la lutte clandestine a commencé dès 1939.

Pendant la “drôle de guerre” (de l'automne 39 à juin 40), le Parti s'adapte à la lutte clandestine et met son organisation illégale en place à tous les échelons, tout en utilisant jusqu'au bout les possibilités d'actions légales. Les syndicats existent toujours, même la C.G.T. (jusque novembre 40) ; dirigés par des chefs réformistes et conçus comme un instrument de soutien à la politique d'union sacrée, ils n'en sont

pas moins un moyen légal d'organisation que la classe ouvrière a le devoir d'utiliser. Le Parti engage donc les travailleurs à **ne pas quitter les syndicats**, mais au contraire à y adhérer en masse, afin d'imposer leur volonté aux chefs réformistes. Pour aider la création, à partir de ces syndicats, du Front unique à la base, des "Comités d'indépendance et d'union des syndicats" sont créés en février 1940 et leur Comité national publie un programme. Si le Parti ne put pas susciter le mouvement de masse qui eût arrêté la réaction intérieure et la guerre impérialiste, cela est le fait, d'une part de la terreur politique et de ses conséquences, d'autre part de la division de la classe ouvrière provoquée et approfondie par les réformistes. L'action du Parti ne fut pas non plus sans défaut, comme le signalera "*La Vie du Parti*" :

"Ce fut une faiblesse de notre part de ne pas nous cramponner avec plus d'énergie à l'organisation syndicale, de ne pas lutter avec plus de vigueur contre la sortie massive des ouvriers des syndicats... Notre action illégale fut rendue plus difficile car elle ne s'appuyait plus sur des organisations de masses légales".

Les débuts de la résistance commencent avec l'occupation elle-même, en été 1940. C'est, pour le Parti, une période de réorganisation d'une part, et de rassemblement des forces populaires d'autre part. Le renforcement du Parti joue le rôle dirigeant et la classe ouvrière fournit l'avant-garde de l'opposition aux occupants et à leurs valets fascistes.

Le Parti a la charge d'une triple lutte : économique, politique et militaire. Les premières formes d'actions politiques sont la lutte contre la répression et les actions en faveur des prisonniers de guerre. La lutte militaire est préparée par les récupérations d'armes ; elle s'amorce par la protection des militants, la lutte contre les traîtres, et déjà des attentats isolés.

Mais la lutte économique reste la base de l'activité du Parti. Duclos décrit les "*premiers pas de la Résistance*" dans ses Mémoires :

"C'est d'abord la défense de leurs conditions de vie qui allait entraîner les travailleurs à l'organisation et à l'action. Dans la situation tragique de l'été 40, c'était une tâche urgente... La lutte contre le chômage était à l'époque primordiale".

Pour mener cette lutte, le Parti préconise à l'époque deux formes d'organisations de masses : le syndicat et les comités populaires.

Les syndicats, même réactionnaires et dirigés par des traîtres, doivent être utilisés au maximum par les travailleurs ; la classe ouvrière doit les utiliser comme organes de liaison du Parti et des masses.

Mais les ouvriers répugnent à verser leur cotisation à un syndicat dirigé par les réformistes, où la doctrine officielle est la collaboration de classe, et aux organisations corporatives qui prennent leur suite.

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

Benoît Frachon expose dans *“la Vie ouvrière”* du 7 septembre 1940 :

“Il ne s’agit pas de laisser les chefs traîtres mener leurs intrigues; on ne combat pour la propreté et l’indépendance des syndicats qu’à l’intérieur de ces syndicats”.

Et il écrit aux métallurgistes de la région parisienne :

“Vous pensiez qu’en adhérant aux syndicats vous apporteriez (aux dirigeants syndicalistes réactionnaires) l’appui de votre présence. C’est le contraire qui est vrai. Les usurpateurs ne redoutent rien tant que votre adhésion massive au syndicat. Ils ne souhaitent qu’une chose, c’est que vous restiez le plus longtemps inorganisés”.

Et Duclos ajoute : *“Il fallait reprendre sa carte syndicale, il fallait lutter pour imposer aux dirigeants la tenue d’assemblées et le dépôt de cahiers de revendications”.* Jean Catelas, membre du P.C. depuis 1920 (et qui sera guillotiné le 24 septembre 1941), écrivit en octobre 1940 sa belle lettre aux cheminots d’Amiens ; il s’adressait à ses camarades, alors que Belin et Dumoulin voulaient transformer le syndicat en agence de mouchardage contre les ouvriers. Jean Catelas s’adressa à ses camarades qui quittaient en masse cet organisme en leur expliquant qu’il ne s’agissait pas de syndicat “appartenant” à tel ou tel individu, mais du *“Syndicat des Cheminots”* qui n’appartenait qu’aux cheminots. *“Accrochez-vous ! Restez-y envers et contre tous, pour en refaire, contre les traîtres et les lâches, votre moyen de défense des revendications et de libération des français”.*

Les sections syndicales ainsi reconstituées montrent immédiatement la force de la classe ouvrière organisée. Des grèves sont engagées. L’*“Humanité”* et *“la Vie ouvrière”* donnent souvent des exemples d’action et de succès.

“Cependant, écrit Duclos, les dirigeants vichystes et collaborateurs freinaient par tous les moyens, parce qu’ils se sentaient incapables de canaliser la poussée ouvrière, l’activité des sections syndicales. D’autres organisations devaient donc être créées pour remédier à cette carence, c’étaient les “Comités populaires””. Ces formes d’organisation plus larges étaient indispensables pour créer la base du Front national. Leur histoire fournit un excellent exemple de ce que fut le travail de masse du P.C. lorsqu’il était révolutionnaire. D’abord limités, par les conditions de l’époque, dans leurs objectifs et leur recrutement, les comités populaires ne vont cesser de se multiplier et d’étendre leur combat, à mesure que la situation s’éclaircit et se transforme. Ils étendirent leur action, formulèrent des revendications, organisèrent des mouvements. D’abord semi-légaux, ils jouèrent rapidement le rôle d’un véritable syndicat clandestin.

Les Comités populaires naissent, fort modestement, au début de juillet 1940. L’*“Humanité”* du 1^{er} juillet, répondant aux difficultés matérielles considérables des masses, appelle à l’*“organisation de comités populaires de solidarité et*

Freddy Malot – Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.

d'entraide dans chaque quartier, dans chaque localité". Le 7 juillet, l'objet de ces comités est notablement élargi : *"leur activité s'étendra à tous les besoins de la population"*, leur rôle est de donner confiance aux masses, de *"leur donner le sentiment que le salut est en elles"*. Thorez et Duclos appellent le Peuple de France à s'unir *"dans ces comités populaires de solidarité et d'entraide, dans les syndicats, dans les usines, les villes, les villages"*.

Le 1^{er} août 40, *"la Vie ouvrière"* entreprenait une campagne systématique, pour que fût créé dans chaque entreprise un "Comité populaire d'entreprise" représentant le personnel et destiné, dans l'immédiat, à assurer le ravitaillement en vivres et à pousser à la remise en route de l'usine. Dans certaines usines de la région parisienne, les ouvriers obtinrent ainsi le paiement des heures supplémentaires non réglées, des salaires non touchés pendant l'exode, des congés, des indemnités de repliement. Dès la fin d'août, 70 comités d'entreprise sont déjà constitués.

Par la lutte pour s'accrocher aux syndicats et par la création conjointe des Comités populaires, la classe ouvrière et le peuple de France pourront poursuivre le combat.

Freddy Malot – octobre 1971

Table

Sommaire	2
Il y a 50 ans naissait la C.G.T.U.	3
La crise syndicale	4
La situation en 1920.....	7
Le gauchisme	10
1920 : le conseil international des syndicats rouges	14
1921 : l'internationale syndicale rouge	21
1922 : la C.G.T.U.	24
Que faire ?	31
Annexe : 1940	35
Table.....	41
